



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 1^{er} avril 2016

CTL du 1^{er} avril 2016, déclaration liminaire.

Monsieur le Président,

Sur les quatre points à l'ordre du jour pour vote, la finalité est bien la même, à savoir saper le peu de Service Public qui reste dans notre département.

Après l'isolement géographique, après la faible fréquentation du public, aujourd'hui l'argumentaire proposé tourne autour du manque d'effectifs des sites d'Aubin et Entraygues. Mais comment, si on raisonne honnêtement, peut-on d'un côté supprimer des emplois de manière massive et régulière, et d'un autre côté, faire le constat que les conditions de travail ne sont plus réunies sur les sites les plus vulnérables ? Et bien sûr, au détriment des agents, des usagers et du Service Public Républicain.

Dans tous les cas, les emplois sont délocalisés vers des sites « plus adaptés », « plus adaptés » bien sûr au vu de notre direction générale à Paris. Les priorités qui en découlent sont-elles vraiment un avantage pour les agents concernés ?

Et comme l'Aveyron n'attire pas vraiment, et encore moins certaines RAN, la direction générale change la règle : on change le périmètre des RAN. Et d'un coup de baguette magique, tout va aller mieux ! La CAPL risque même

d'être submergée de demandes de mutations en interne. En parallèle, l'observation des documents préparatoires de ces commissions montre qu'il y a actuellement « zéro » demande : pas de conclusion hâtive donc sur les effets d'une telle mesure. Par contre, à défaut du choix de l'agent, c'est bien l'administration qui s'offre des choix : CQFD !

Si on ne touche pas à la RAN, si on ne touche pas à l'agent, on peut toujours faire évoluer la mission : qu'on l'appelle comme on veut, les regroupements proposés aujourd'hui sont tous des créations de pôles. Cette coupe chirurgicale, sous anesthésie assurée par l'ARS, va donc vider des sites de leur substance. Le chef-lieu qui représente déjà plus de la moitié des emplois va donc encore s'étoffer, ou du moins va voir sa charge de travail augmenter.

EO DGFIP. Aveyron condamne donc ces agissements de la direction générale et votera contre ces propositions qui n'ont pour seul but aveugle que les restrictions budgétaires imposées par les politiques successives.

Et dans un contexte plus général, l'évolution des années à venir ne pousse guère à l'optimisme. La retenue à la source privatise une partie de la collecte de l'impôt. La loi sur la réforme du code du travail met à mal les salariés, les futurs salariés et les futurs chômeurs. Le statut du fonctionnaire est également attaqué de toutes parts ; la rémunération, les évolutions de carrière, ou tout simplement les conditions quotidiennes de travail montrent bien le glissement vers le bas de notre situation. Les effets d'annonce sont bien étudiés pour initier un travail de sape. Les mouvements récents, et le mouvement du 31 mars s'inscrivent donc légitimement contre toutes ces régressions sociales, régressions maintes fois dénoncées par **EO DGFIP**

